

## Communiqué de presse

### La Suisse dans le collimateur du Conseil des droits de l'homme : **Les ONG satisfaites de ce premier pas, mais des suivis attendus**

Genève, le 8 mai 2008. Dans le cadre de l'Examen périodique universel, qui s'est déroulé ce matin au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, la Suisse a dû répondre de sa politique en matière de droits humains. La Coalition des ONG salue le dialogue constructif et estime qu'il a permis de mettre le doigt sur les principaux déficits et problèmes en matière de droits humains en Suisse. De très nombreux pays ont exprimés leurs vives inquiétudes sur la politique migratoire, les discriminations raciales et les relents xénophobes de certaines campagnes politiques et ont vivement encouragé la Suisse à respecter ses engagements internationaux. Une grande unanimité s'est faite autour du besoin impératif que la Suisse se dote d'une véritable institution nationale des droits humains conforme aux recommandations des Nations unies. La coalition des ONG fera en sorte que ces recommandations soient prises au sérieux par les autorités fédérales et suivies d'effet.

La Coalition est globalement satisfaite de l'issue du dialogue et salue en particulier les recommandations concrètes qui ont été adressées à la Suisse par un nombre important d'Etats. Un nombre d'Etats ont salué l'engagement de la Suisse au sein du système des droits humains des Nations unies, mais vivement encouragé la Suisse à mettre sur pied, dans les meilleurs délais, une véritable institution nationale des droits humains, ainsi que des plans d'action nationaux pour garantir une bonne mise en œuvre des conventions ratifiées.

La politique suisse en matière d'asile et des étrangers a en revanche suscité de nombreuses réactions critiques. A plusieurs reprises, la Suisse a notamment été interpellée sur le traitement réservé dans ce cadre aux femmes et aux enfants migrants. Les discriminations raciales ont également été au centre des préoccupations d'un grand nombre d'Etats, qui ont notamment demandé à la Suisse d'introduire une loi fédérale permettant de lutter contre toute forme de discrimination et de renforcer les mesures existantes pour lutter plus efficacement contre le racisme.

Finalement, l'initiative sur les naturalisations sur laquelle le peuple suisse se prononcera le 1<sup>er</sup> juin prochain a également soulevé de nombreuses inquiétudes, en particulier le caractère arbitraire de l'attribution de la nationalité qu'elle favoriserait, de même que la campagne à caractère xénophobe qu'elle suscite dans les rues du pays.

Les organisations de défense des droits humains déplorent toutefois la position de la Suisse sur les droits économiques, sociaux et culturels qu'elle a qualifiés de « droits qui ne sont pas applicables aux individus ». L'approche « à la carte » de ces droits que prône la Suisse est un signe très négatif pour la protection des droits humains en général et pourrait ouvrir une brèche dangereuse dans ce domaine.

La coalition des ONG s'est formée en novembre 2007 dans le but d'élaborer un rapport commun pour le Haut-commissariat aux droits de l'homme. A ce jour, plus de trente ONG<sup>i</sup> actives dans le domaine des droits fondamentaux en Suisse ont rejoint la Coalition.

Le rapport de la coalition ainsi que d'autres informations relatives aux thèmes prioritaires de la Coalition peuvent être téléchargés à l'adresse suivante :

[http://humanrights.ch/home/fr/idart\\_5906-content.html?zur=79](http://humanrights.ch/home/fr/idart_5906-content.html?zur=79)

Sandra Imhof, coordinatrice de la Coalition des ONG

**Pour tous renseignements : 031 307 22 44**

---

<sup>i</sup> ACOR SOS Racisme, Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT), Action de Carême, alliance sud, Amnesty International Section suisse, Association pour la prévention de la torture (APT), Association de soutien à une institution suisse pour les droits humains, ATD Quart-Monde, Caritas, Centre d'information pour femmes migrantes (FIZ), Centre de conseils et d'appui pour les jeunes en matière de droits de l'homme (CODAP), Coalition Post-Beijing, Collectif de soutien aux sans-papiers, Déclaration de Berne, Ecole Instrument de Paix, Egalité Handicap, Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), Femmes Juristes Suisse, Foodfirst Information and Action Network (FIAN Suisse), Fondation suisse du Service social international, humanrights.ch, Ligue suisse des droits de l'homme, Organisation Mondiale contre la Torture (OMCT), Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Organisation suisse des lesbiennes (Los), Pink Cross, PLANeS - Fondation suisse pour la santé sexuelle et reproductive, Réseau suisse des droits de l'enfant, Société des peuples menacées, Swissaid, Stop Suicide, Terre des hommes - aide à l'enfance.